

Silence, la majorité fait ses comptes

RDCongo Après Internet, le signal de RFI et de la chaîne de télévision CCTV ont été coupés.

La République démocratique du Congo prend de plus en plus des allures d'île géante isolée du reste du monde.

Après le scrutin de ce dimanche 30 décembre, pour lequel les observateurs, tant du côté des évêques congolais, que des experts de l'Union africaine (UA) et de la communauté des États d'Afrique subsaharienne (SADC), ont soulevé toute une série de problèmes, tout en soulignant que le scrutin avait bien eu lieu et que les Congolais n'avaient pas boudé leur devoir électoral, la tension monte de jour en jour. Les signaux envoyés par le pouvoir en place, très proche de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), chargée d'organiser ce scrutin, font craindre un "arrangement" avec la vérité des urnes.

Tout a commencé quelques heures après la fermeture des bureaux de vote par la coupure du signal internet. Depuis lundi 31 décembre en fin de matinée, la République démocratique du Congo n'a plus accès au réseau.

Ce mercredi, 2 janvier, c'est l'envoyée spéciale de Radio France internationale qui s'est vu retirer son accréditation, avant que le signal de la radio ne soit brouillé sur la RDC. En milieu d'après-midi, c'est le réseau de télévision CCTV (chaîne proche de l'opposition) qui était à son tour coupé. Un faisceau d'éléments qui laisse penser que le pouvoir en place, qui a enfin organisé les élections après deux années de report, n'est peut-être pas disposé à respecter la vérité des urnes.

Les vandales s'y mettent aussi

Mardi, en toute fin de journée, on apprenait ainsi par un communiqué de la Ceni qui félicitait les Congolais pour leur mobilisation, que des vandales s'en étaient pris à certains de ses dépôts dans les régions, essentiellement dans le Kwilu (ex-province de Bandundu) dont est originaire le candidat de la plateforme Lamuka, Martin Fayulu. Les dépôts visés, à Bulungu, Gungu, Bagata, sont des fiefs inexpugnables du candidat. Selon divers témoins, il y récoltait plus d'un million de voix. Des dépôts auraient également été touchés à Katanda, chez l'autre opposant de poids Félix Tshisekedi. Ces voix, répertoriées sur P.-V., seront-elles prises en compte ou s'ajouteront-elles à celles de Beni et Butembo (fief d'Antipas Mbusa Nyamwesi, un des principaux soutiens de Fayulu) et Yumbi (Bandundu, aussi), ces localités privées d'élections ce 30 décembre et qui sont appelées à s'exprimer au mois de mars, soit trois mois après l'investiture programmée du nouveau président de la République ?

Si l'Europe est frileuse pour se positionner, aux États-Unis, les premières voix s'élèvent pour dénoncer "un scrutin ni juste ni démocratique", comme l'a martelé le président de la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants, le républicain Ed Royce.

Guerre des chiffres

Pour les spécialistes des scrutins, les données diffusées jusqu'ici donnent un large avantage à l'opposition. "Monsieur Kabila est rattrapé par ce qui a facilité sa victoire en 2011, un scrutin à un tour, explique un spécialiste des sondages actif en Afrique et qui préfère garder l'anonymat. Aujourd'hui, face à un candidat qui capitalise dans tout le pays, comme c'est le cas de Fayulu, le pouvoir est perdant. Dans un scrutin à deux tours, ceux qui sont arrivés deuxième et troisième au premier tour peuvent nouer des alliances. Ici, c'est impossible et ça complique la donne pour le pouvoir."

"Aujourd'hui, nous sommes dans une immense organisation mafieuse, une boîte noire qui essaie par tous les moyens de faire gagner quelqu'un qui a totalement perdu", résumait ce mercredi matin en radio Olivier Kamitatu, le porte-parole du candidat Fayulu.

Pour un autre expert, les raisons de la course contre-la-montre du pouvoir, c'est "le niveau de participation". "Sur base des chiffres recueillis, il ne fait guère de doute que le taux de participation ne devrait pas dépasser les 60 pour cent. Non pas à cause de la démotivation des électeurs, mais par la faute de la désorganisation du scrutin, de la fragilité des machines utilisées et du manque d'énergie dans l'ensemble du pays. Du coup, avec un taux si bas, il est difficile d'inverser une tendance. Pour tripatouiller un scrutin, il faut une participation plus élevée pour pouvoir injecter les millions de voix nécessaires au renversement de tendance. Après, il faut encore faire accepter ces chiffres, mais ça, c'est un autre débat."

Le silence de l'Onu

Les évêques congolais, qui disposent d'une large assise dans tout le pays, restent en retrait pour l'instant mais comptabilisent les chiffres en leur possession et subissent la pression du pouvoir tout en promettant que "les menaces et les intimidations ne nous feront pas céder. La vérité des urnes doit éclater". Nombre d'observateurs s'étonnent par contre du silence de la Monusco, la mission de l'Onu en RDC, qui dispose via Radio Okapi d'un réseau étoffé de témoins et de journalistes. "Nous avons reçu des consignes strictes, nous ne pouvons donner aucune indication alors que nous avons une batterie impressionnante de chiffres", explique un journaliste basé dans l'est du pays.

Hubert Leclercq

"On connaît celui qui veut faire le fric-frac. Manifestement ils ont perdu."

Olivier Kamitatu

Porte-parole du candidat Martin Fayulu.